

L'URSS et le mouvement pour le désarmement et la paix
The Soviet Union and the peace and disarmament movement
La Unión Soviética y el movimiento en pro del desarme y de la paz

David Seppo

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034565ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034565ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Seppo, D. (1984). L'URSS et le mouvement pour le désarmement et la paix. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 101–107. <https://doi.org/10.7202/1034565ar>

Résumé de l'article

La stratégie et la politique d'armements de l'OTAN sont justifiées en dernière analyse par la « menace soviétique ». Cet article examine les arguments avancés par les dirigeants de l'OTAN et conclut que ceux-ci sont incapables de démontrer que l'URSS aspire à la domination ou à la « communisation » de l'Ouest. La politique soviétique envers l'Ouest porte un caractère plutôt défensif et réactif. Pourtant, le mouvement pour le désarmement et la paix de l'Ouest ne peut pas accepter une telle conception de défense qui est basée sur la privation des petits pays voisins de leur indépendance. C'est cette conception « défensive » qui en fin de compte rend politiquement possible la politique d'escalade de l'OTAN.

L'URSS et le mouvement pour le désarmement et la paix

D. Seppo

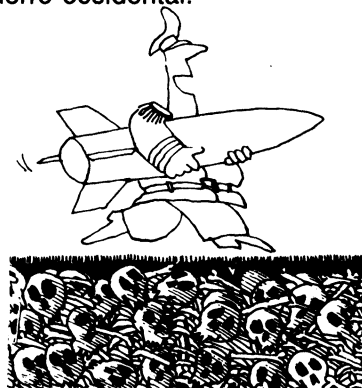
Le caractère et le degré de la responsabilité soviétique dans la course aux armements est l'une des questions les plus controversées et les plus compliquées qui se posent au mouvement antiguerre actuel. La justification ultime offerte par l'OTAN de son escalade dans la course aux armements est la « menace soviétique » envers l'Ouest. À son tour, le mouvement pour le désarmement est accusé de naïveté dangereuse, d'être la dupe, sinon l'agent, de Moscou.

En effet, quelle que soit sa position théorique — comme celle qui condamne simultanément le déploiement des SS-20 soviétiques, des missiles de croisière et *Pershing* américains — le courant majeur du mouvement en Europe occidentale et, à un moindre degré, en Amérique du Nord, ne formule pas de demandes similaires aux

membres de l'OTAN et à ceux du Pacte de Varsovie. Ces mouvements *de facto* unilatéralistes exigent de leurs propres gouvernements une réduction et un arrêt de leur participation dans la course aux armements, et ce sans contrepartie du bloc de l'Est. En même temps, ils rejettent l'accusation de faire le jeu de Moscou et maintiennent que leur position est non-alignée.

Cette combinaison d'unilatéralisme et de non-alignement est-elle une stratégie valable ou simplement un écran de fumée ? La réponse à cette question dépend en fin de compte de l'analyse que l'on fait du rôle de l'URSS dans la course aux armements. Si on accepte la version officielle de la « menace soviétique », les accusations dirigées contre le mouvement ont un fondement. Aussi, l'objectif de cet

article est de présenter une analyse du rôle de l'URSS dans la course aux armements, puis d'évaluer les stratégies du mouvement anti-guerre occidental.



Les arguments de l'OTAN

La stratégie et la politique d'armement de l'OTAN sont dirigées contre — et justifiées par — l'existence de la « menace soviétique ». On nous affirme qu'il existe de la

part de l'Union soviétique, sinon un danger imminent d'invasion, du moins une menace de « chantage », ce qui revient au même. Quand l'armée canadienne est en manoeuvre, c'est l'Armée rouge qui est l'adversaire imaginaire.

La notion des desseins agressifs soviétiques est une prémisse acceptée sans question par nos médias d'information. Si on trouve de rares interrogations, c'est uniquement sur l'aspect militaro-technique : est-ce vrai que les Russes sont plus forts ? L'aspect politique — les objectifs réels que l'URSS poursuivrait en s'emparant de l'Ouest et les preuves qu'elle aspire à le faire — est complètement négligé.

D'habitude, c'est l'arsenal soviétique lui-même qui sert de preuve. Mais l'Ouest a son arsenal à lui, qui n'est pas moins redoutable. Souvent on cite les interventions militaires de l'URSS en Afghanistan ou en Europe de l'Est. Pourtant, les États occidentaux dépassent de loin l'URSS dans ce domaine. Un recensement des interventions militaires depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (et *a fortiori* depuis la Révolution russe) accorderait aux pays capitalistes développés un total 10 à 15 fois supérieur à celui de l'URSS. Certes, l'idée que Dieu est de notre côté et qu'il appuie « nos » interventions est réconfortante, mais il est permis de douter que les peuples

qui en ont fait les frais partagent cette opinion.

Parfois, il est vrai, on évoque le spectre de la révolution mondiale, ce qui, au moins, a le mérite d'être un argument politique. Ainsi, à sa première conférence de presse, en tant que président, Reagan a déclaré :

Je ne connais pas de dirigeant soviétique qui, depuis la Révolution et jusqu'à présent, n'ait pas répété plus d'une fois lors des divers congrès communistes sa détermination de poursuivre l'objectif de la révolution mondiale et d'un État socialiste ou communiste unique... Ils se réservent le droit de commettre n'importe quel crime, de tromper, pour atteindre... (ce but) ¹.

Cependant, si on regarde l'histoire de la politique soviétique depuis les années 20, il s'avère que l'URSS a apporté une contribution inestimable à la prévention de la révolution, et cela avant tout dans les pays capitalistes développés, car elle accorde une priorité absolue aux rapports diplomatiques avec les États ².

En effet, une connaissance même superficielle du régime soviétique suffirait à convaincre n'importe qui qu'une révolution à l'Ouest est la dernière chose souhaitée par l'URSS. L'objectif central de sa politique extérieure depuis la Seconde Guerre mondiale a été de faire accepter le *statu quo* en Europe ³. Une révolution non seulement bouleverserait ce *statu quo* et entraînerait des conséquences imprévisibles, mais de plus, si on prend la Révolution chinoise comme exemple, elle pourrait résulter en une détérioration sérieuse de la situation de l'État soviétique, et ce, non seulement sur le plan géopolitique. Car toute révolution offrant au peuple soviétique un modèle socialiste plus attrayant que le système existant en URSS constituerait un danger mortel pour la bureaucratie au pouvoir. C'est cela avant tout qui explique l'hostilité soviétique envers *Solidarnosc* et, 12 années avant, envers le « prin-

temps de Prague ».

Et la « soviétisation » de l'Europe orientale ? Sans doute, la domination soviétique de ces pays mérite la condamnation des gens qui présentent sincèrement la liberté. Pourtant elle a peu à voir avec la domination ou la révolution mondiale. À la fin de la guerre, à Yalta, Churchill et Roosevelt ont reconnu le droit de l'URSS d'avoir comme voisins des États amicaux qui serviraient de barrière défensive contre l'Allemagne, un pays qui l'avait envahie deux fois en moins d'un quart de siècle, causant ainsi des pertes humaines et matérielles inestimables. Cela étant concédé, il n'y avait qu'un moyen pour le régime stalinien d'assurer la loyauté diplomatique des États de l'Est : c'était d'y instaurer des régimes à son image et sous sa tutelle.

Expliquer n'est pas justifier, mais il faut se garder de voir là une preuve des desseins agressifs de l'URSS envers l'Ouest. L'emprise soviétique sur l'Europe de l'Est joue un rôle essentiellement militaire et défensif vis-à-vis de l'Ouest. Les bénéfices économiques que l'URSS en tire sont négligeables par rapport à son apport économique — 18,6 milliards américains en 1981, selon l'estimation d'un économiste occidental ⁴. C'est un « empire » qui coûte également cher sur le plan politique, causant des dommages importants à l'image internationale de l'URSS et menaçant sa population du virus antibureaucratique qui fait rage de temps à autre dans ces pays. (Il est plus facile, par exemple, aux citoyens et citoyens des pays de l'Est de voyager à l'Ouest qu'en URSS.)

À la lumière de cette expérience, l'idée que l'URSS voudrait ou pourrait s'emparer de l'Ouest paraît risible. De plus, les porte-paroles de l'OTAN ne mentionnent jamais, par exemple, que l'URSS a retiré l'Armée rouge de la Finlande à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et plus tard de l'Autriche, en

échange de la neutralité de ces pays en politique extérieure. Staline a plus d'une fois essayé de négocier la réunification de l'Allemagne — et cela aurait donné évidemment une Allemagne capitaliste — également en échange de sa neutralité. Mais les États-Unis n'étaient pas disposés à se passer d'une alliée potentiellement aussi puissante que l'Allemagne occidentale⁵.

Par contre, l'Afghanistan constitue en quelque sorte une nouvelle étape dans la politique extérieure soviétique. Pour la première fois, l'Armée rouge est envoyée dans un pays limitrophe (avec une frontière commune de plus de 1 000 km), situé entre l'URSS et des pays qui lui sont hostiles. Lors de l'invasion, existait depuis trois ans en Afghanistan un régime communiste pro-soviétique reconnu et accepté par l'Ouest. Quoi qu'il ait finalement fait décider aux Soviétiques d'intervenir, il est maintenant généralement convenu que l'envoi des troupes ne faisant pas partie d'une stratégie visant le pétrole du Moyen-Orient⁶.

La politique soviétique dans le Tiers-Monde est généralement plus audacieuse que celle envers les pays capitalistes développés. L'URSS cherche à accroître son influence dans cette partie du monde, mais toujours en agissant avec prudence afin d'éviter un affrontement avec les États-Unis. Ce comportement de l'URSS, qui cherche des alliés et des clients, n'est pas différent de celui des États-Unis, sauf qu'elle ne va pas aussi loin que ces derniers (elle ne ressent pas un besoin systématique de le faire) qui se réclament un droit au leadership mondial et définissent leur prospérité en des termes exigeant un accès libre aux marchés du reste du monde.

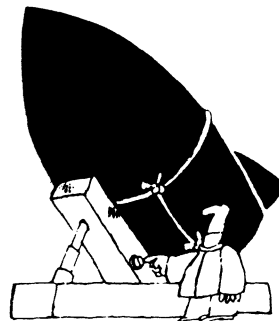
En outre, le bilan des efforts soviétiques dans le Tiers-Monde n'est pas brillant. Si aujourd'hui l'URSS jouit d'une influence considérable dans des pays relative-

ment peu importants comme l'Angola, le Mozambique, Cuba, l'Éthiopie, l'Afghanistan et le Yémen du Sud, elle en a perdu dans des pays aussi importants et peuplés que la Chine, l'Indonésie, l'Égypte, la Somalie. L'Union soviétique n'a pas les moyens économiques que possèdent les États-Unis pour établir une influence stable loin de ses frontières. De plus, les États qui acceptent de l'aide soviétique sont en général des régimes nationalistes qui cherchent à se protéger contre l'impérialisme occidental. Ils n'accepteront pas facilement la domination d'une autre grande puissance.

Il faut aussi noter que l'aide sélective que l'URSS fournit aux mouvements révolutionnaires dans le Tiers-Monde (presque toujours après que ces derniers soient arrivés au pouvoir) a moins à voir avec la solidarité internationaliste qu'avec les intérêts de l'État soviétique : chaque révolution provoque une réaction américaine qui la pousse naturellement vers l'URSS, et celle-ci ne peut que se réjouir de voir se rétrécir la sphère d'influence de son principal adversaire. Les limites de la dite « solidarité communiste » ont été démontrées en 1972 lors de la visite de Nixon à Moscou. Cette première visite d'un président américain en URSS, le point culminant de l'ère de la détente, a eu lieu moins d'un mois après le minage du port de Haiphong et de la côte nord-vietnamienne et après l'escalade du bombardement de ce pays, pourtant membre titulaire du camp dit socialiste.

Ce n'est pas notre but de passer en revue l'histoire de la politique extérieure soviétique. Nous voulions simplement montrer que les preuves de la « menace soviétique » offertes par les porte-paroles de l'OTAN ne résistent pas à un examen sérieux. On pourrait facilement avancer des arguments plus solides pour montrer que le danger le plus immédiat à la liberté et

à l'indépendance des peuples qui habitent le Canada provient de leur propre État et de celui de leur grand voisin au Sud.



103

La nouvelle guerre froide

Une perspective historique peut aider à mieux évaluer les cris d'alarme de l'OTAN au sujet de l'Union soviétique. La guerre froide qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale a été, elle aussi, basée sur la « menace soviétique ». Le spectre d'une Union soviétique expansionniste, possédant une armée inégalée face à une Europe abattue a justifié le renversement formel des alliances de la guerre, la création de l'Alliance atlantique et le réarmement de l'Allemagne.

Pourtant la réalité était tout autre. La Russie soviétique, avec ses 20 millions de morts et ses invalides innombrables, n'était en état ni physique ni moral d'entreprendre une invasion à grande échelle de pays étrangers. Tout au plus, aurait-elle peut-être pu se battre pour sa survie. Les parties les plus peuplées et les plus développées du pays étaient en ruine et environ 25 millions de personnes y étaient sans abri permanent, à la fin de la guerre.

De l'autre côté, il y avait les États-Unis, sur lesquels aucune bombe n'était tombée, dont les pertes humaines avaient été très limitées, qui avait plus que doublé leur capacité productive durant la guerre et qui possédait, en outre, le monopole de la bombe atomique (jusqu'en 1949) et des bombardiers à longue portée. Entre 1945 et 1948,

l'URSS réduisit les effectifs de l'Armée rouge de 11,5 millions à moins de 3 millions. La remobilisation n'a commencé qu'après la déclaration de la « doctrine de Truman », qui annonçait une lutte contre le communisme et la révolution partout dans le monde. Mais il fallut attendre encore quatre ans pour voir ce chiffre remonter à cinq millions.

Comme l'affirme l'historien Isaac Deutscher, le monde n'avait jamais connu d'alarme de guerre aussi gigantesque et irréelle que celle qui a justifié la création de l'OTAN et le réarmement de l'Allemagne⁷.

On ne peut ici qu'énumérer quelques-unes des raisons derrière cette alarme :

1. La Grande alliance avec l'URSS durant la guerre n'avait été qu'un mariage de convenance pour les États occidentaux, un mariage dicté par la nécessité d'une victoire sur les États de l'axe fasciste. Cette alliance avait été précédée de 25 années de méfiance et d'hostilité envers l'URSS (surtout de la part des États-Unis) qui dataient du lendemain de la révolution d'octobre. Une fois la victoire remportée, l'alliance a perdu sa raison d'être. Ce qui plus est, dans l'intervalle, l'ancien État-paria était devenu une grande puissance qui exigeait d'être reconnue comme telle. C'en était trop ! Dans cette optique, la Grande alliance apparaît plutôt comme une aberration transitoire dans les rap-

ports Est-Ouest ;

2. La Deuxième Guerre mondiale, tout comme la première, a eu des conséquences révolutionnaires, surtout dans le Tiers-Monde. Même si l'Union soviétique n'était pas à l'origine de cette agitation (au contraire, elle conseillait partout la modération), l'antisoviétisme et l'anticommunisme étaient des moyens très efficaces pour mobiliser l'opinion publique des pays capitalistes développés, en vue d'interventions contre-révolutionnaires à l'étranger et de la répression d'un mouvement ouvrier de plus en plus militant et d'un mouvement de gauche intérieur ;

3. Enfin, la prétendue menace soviétique a facilité la cohésion des pays capitalistes développés autour des États-Unis qui ont ainsi consacré leur hégémonie économique et politique sur le monde occidental.

Ces facteurs jouent un rôle dans la guerre froide d'aujourd'hui. Tout comme la première, celle-ci arrive à la fin d'une courte période de bons rapports et de coopération entre l'Occident et l'Union soviétique. Durant cette période dite de détente, comme durant la Grande alliance, l'aspiration de l'URSS semblait enfin en voie de se réaliser : elle était reconnue par l'Ouest comme une grande puissance légitime avec laquelle le dialogue et le commerce mutuellement avantageux étaient non seulement possibles, mais nécessaires.

Si la Grande alliance avait été basée sur la nécessité de vaincre les puissances fascistes, la détente, pour sa part, était fondée sur le fait que l'URSS, au prix de grands efforts faits durant les années 60, avait fini par atteindre la parité nucléaire avec les États-Unis. C'était une parité relative, puisque ceux-ci conservaient encore une grande avance technologique et numérique. Mais dès lors, chacune des deux parties possédait assez de bombes et de vecteurs pour que, même en cas d'attaque surprise,

l'autre en conserve assez pour pouvoir infliger à l'attaquant des dommages inacceptables. La destruction mutuelle garantie était devenue une réalité. Dans les mots de Kissinger :

Durant la période de l'après-guerre, l'Union soviétique avait été, en pratique, sans défense contre une première attaque américaine. Elle ne pouvait pas non plus améliorer sa situation d'une façon significative en attaquant la première, puisque notre riposte aurait présenté des risques inacceptables.

Or, vers le milieu des années 60, les Soviétiques ont commencé à augmenter leurs forces à un point tel qu'en cas d'échange nucléaire, les pertes américaines auraient atteint des dizaines de millions de personnes.

Prétendre qu'une telle perspective n'aurait pas influé sur notre volonté de recourir aux armes nucléaires aurait été fuir nos responsabilités⁸.

Encore une fois, plusieurs facteurs ont contribué à l'effondrement de la détente. Mais ce qui frappe surtout, ce sont les parallèles qu'on y trouve avec les causes de la première guerre froide.

1. La parité atteinte à la fin des années 60 a été relative. Les États-Unis n'avaient aucunement l'intention de renoncer à leur avance (on peut certes se demander ce que vaut une « supériorité nucléaire » sur le plan purement militaire). Les premiers fonds pour le développement du missile de croisière ont été alloués en 1973, quelques mois à peine après la signature de l'accord SALT I (sur la limitation des armes stratégiques). De son côté, l'URSS, tout en respectant les accords signés, poursuivait son programme d'armement, de sorte que l'écart numérique s'est progressivement rétréci, bien que sur le plan technologique, elle ait encore un retard de cinq à sept ans.

Ce développement a déçu les cercles dirigeants américains. Même les éléments les plus modé-

rés trouvèrent difficile d'accepter que les États-Unis puissent cesser d'être la nation la plus puissante du monde et que son adversaire idéologique soit dès lors protégé contre une attaque.

2. Selon la conception américaine de la détente, en échange des bons rapports soviéto-américains, les Soviétiques devaient « montrer de la modération » dans les autres régions du monde, c'est-à-dire qu'ils devaient aider à freiner les mouvements nationalistes et révolutionnaires. C'était l'idée de « connexion » (*linkage*). Or, à partir de 1974, un renouveau de la vague révolutionnaire eut lieu dans le Tiers-Monde : Indochine, Angola, Mozambique, Éthiopie, Iran, Afghanistan, Nicaragua, Salvador. L'URSS ne joua pas de rôle incitateur dans ces révolutions, qui avaient toutes des racines domestiques profondes, mais dans les cas du Viêt-nam, de l'Afghanistan et de l'Angola, elle fournit, d'une façon directe ou indirecte, une aide militaire considérable. Même là où elle n'octroya pas d'aide, on peut penser que le nouveau potentiel stratégique soviétique eut un effet modérateur sur la volonté des États-Unis d'intervenir, par exemple, dans le cas de l'Iran. En même temps, la montée de l'OPEP soulignait la dépendance de l'Occident à l'égard des ressources du Tiers-Monde.

Il était très utile pour les États-Unis de voir la main de Moscou dans ces développements. Comme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cela devait faciliter la mobilisation de l'opinion publique en faveur d'interventions armées et d'importants budgets destinés à l'utilisation d'armes conventionnelles dans le Tiers-Monde (ce qui constitue la majeure partie des budgets militaires occidentaux).

3. Enfin, la nouvelle guerre froide, la tension Est-Ouest, servit de moyen de pression des États-Unis sur les autres pays capitalis-

tes développés. Les États-Unis craignaient que la détente, et en particulier le commerce important entre la RFA et le bloc soviétique, n'affaiblisse l'engagement des pays de l'Europe occidentale envers l'Alliance atlantique (dominée entièrement par les États-Unis). La peur de la guerre sert à cimenter l'alliance. Sur le plan économique, les États-Unis, dont la situation relative dans le monde s'était sérieusement dégradée depuis la fin des années 50, voulaient obtenir des concessions commerciales de la part du Japon et de l'Europe occidentale et les pousser à augmenter leurs budgets militaires.

On doit souligner que la nouvelle guerre froide lancée par l'OTAN n'est pas une réponse à des changements radicaux dans le comportement soviétique, qui est resté assez constant durant l'ère brejnévienne. En effet, selon les dernières estimations de la CIA et de l'OTAN, le taux annuel de croissance en termes réels du budget militaire de l'URSS a même diminué après 1976 (début de la fin de la détente) de 4-5 % à 2 %.

Quant à la question des armements eux-mêmes, qui monopolisent l'attention de nos médias, qu'il suffise de dire que la supériorité technologique américaine est universellement reconnue : l'URSS n'a rien d'aussi avancé que les *Pershings* et les missiles de croisière américains, quoiqu'il soit sûr qu'elle les aura dans quelques années¹⁰. George Kennan, ancien ambassadeur américain à Moscou et conseiller de plusieurs présidents pour les affaires soviétiques, affirme que chaque nouvelle étape de la course aux armements nucléaires a été initiée par les États-Unis. Averell Harriman, également ancien ambassadeur et conseiller, a déclaré en janvier 1984 que « les dirigeants soviétiques désirent des négociations sérieuses », tandis que Reagan a abordé les pourparlers

comme un forum de propagande, une occasion de lancer des invectives, un masque pour couvrir de nouveaux déploiements d'armes, une arène où l'on peut gagner un avantage, plutôt que comme un chemin devant conduire à la survie de l'homme sur cette planète¹².



La responsabilité soviétique et le mouvement pour la paix

Il existe dans le mouvement pour le désarmement et la paix, un courant d'opinion qui maintient que l'URSS ne porte pas la responsabilité de la course aux armements et que sa politique dans ce domaine est légitimement défensive. Ce courant est représenté surtout, mais pas exclusivement, par les conseils de la paix contrôlés par les partis communistes qui, à l'Est, constituent les mouvements officiels.

L'analyse présentée ci-dessus appuie, en effet, l'idée que les Soviétiques ont dans l'affrontement Est-Ouest une conception essentiellement défensive de leur rôle. Cependant, par contraste avec les conseils de la paix, le mouvement non-aligné considère illégitime et néfaste cette conception de la défense. Après tout, l'emprise soviétique sur l'Europe de l'Est est également défensive. Mais il demeure illégitime de fonder la sécurité d'un État, aussi puissant soit-il, sur la privation des droits et des libertés d'autres peuples.

Il en va de même pour la politique soviétique à l'égard de la course aux armements. Aussi « défensive » que soit la motivation

106

des dirigeants soviétiques, ils promettent sans ambages de « vaporiser » la population des États occidentaux si leur pays subit une attaque nucléaire de la part de ceux-ci. Pour les gens ordinaires, la distinction entre armes nucléaires défensives et offensives n'a pas de sens. Ils ne peuvent que regarder l'arsenal soviétique, braqué sur leurs têtes, comme une menace à leur droit fondamental à la vie, et à une vie sans terreur.

C'est pour cette raison, avant tout, que les efforts soviétiques pour rechercher la faveur du mouvement pour la paix à l'Occident ont si peu de crédibilité. De l'autre côté, tout mouvement qui répond à ces ouvertures se condamne à l'avance.

La véritable « menace soviétique » ne provient pas de prétendus desseins agressifs contre l'Ouest, mais de la conception même de la sécurité que se fait le régime soviétique. Il cherche à garantir sa sécurité sur la base de sa puissance militaire en combinaison avec la recherche d'accords de coopération avec les États-Unis. Puisque ceux-ci ne sont pas prêts à renoncer à leur supériorité et puisque l'URSS insiste sur la parité, il est évident que les négociations ne peuvent aboutir à des résultats réels. Cela est le bilan triste des vingt années de négociations et d'accords qui se sont écoulées sans que le problème ne soit résolu. Ainsi, la politique soviétique d'ar-

mement reste l'image inversée de celle des Américains (avec un certain retard technologique) et continue de fournir à l'OTAN la meilleure justification de sa politique d'escalade.

On peut se demander si l'URSS a vraiment un choix. Je pense qu'il existe une alternative. Au lieu de donner la priorité à la recherche d'accords avec les États occidentaux, l'URSS pourrait chercher un accord honnête avec les forces luttant pour le désarmement à l'Ouest, et ce, sur la base de mesures qui viseraient à réduire la menace nucléaire dirigée contre les peuples occidentaux. Une telle mesure pourrait être, par exemple, le démantèlement unilatéral des SS-20 stationnées en Europe. Cela donnerait une impulsion au mouvement occidental telle qu'aucun gouvernement, même celui de Reagan, ne pourrait résister à sa pression. L'URSS pourrait prendre cette mesure sans courir aucun risque militaire réel, puisque dans la logique folle des armes nucléaires, cent ogives sont aussi menaçantes que mille, en dépit de ce que les dirigeants soviétiques et américains prétendent. Même sans les SS-20, l'URSS, en cas d'une attaque occidentale, serait encore en mesure d'infliger des pertes inacceptables à l'ennemi. Mais si en théorie le régime bureaucratique de l'URSS pouvait adopter une telle politique internationaliste, en pratique, il est plus que douteux qu'il puisse changer une orientation qui répond si bien à ses intérêts et à ses valeurs, une orientation dont l'adoption par l'État soviétique, il y a cinquante ans, a coïncidé avec la consolidation du pouvoir bureaucratique. Après tout, un régime qui se méfie de sa propre population au point où il se sent obligé d'écraser dans l'oeuf toute initiative venant d'en bas, n'osera pas lier sa sécurité à des mouvements populaires étrangers qu'il ne peut pas contrôler.

Il faut donc conclure que ni

l'URSS ni les États-Unis n'ont la volonté ou l'intérêt de briser la logique de la course aux armements. La notion de « désarmement multilatéral au travers de négociations entre les États » (stratégie prônée en fait par l'URSS et les conseils de la paix) ne peut mener qu'à la paralysie du mouvement anti-guerre. La stratégie qui combine l'unilatéralisme et le non-alignement (ce qui inclut l'appui aux mouvements indépendants de l'État à l'Est) est la seule qui ait des chances de réussir, parce qu'elle correspond à une analyse réaliste des rôles respectifs des États-Unis et de l'Union soviétique dans la course aux armements.

David Seppo

NOTES

¹ Cité dans N. Chomsky *et al.* (eds.), *Superpowers in Collision*, Penguin, Harmondsworth, 1982, p. 46.

² Pour une analyse de cet aspect de la politique soviétique, voir F. Claudin, *La crise du mouvement communiste*, 2 volumes, Paris, Maspéro, 1972.

³ Pour une analyse de la politique extérieure de l'Union soviétique après la guerre, voir J. Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale*, Paris, Armand Colin, 1980, 3^e-6^e parties. Pour la période d'après Khrouchchev en particulier, R. Edmonds, *Soviet Foreign Policy: The Brezhnev Years*, New York, Oxford University Press, 1983.

⁴ J. Vanous, « East European Economic Slowdown », in *Problems of Communism*, vol. XXXI, juillet-août 1982, p. 6.

⁵ Sur ce sujet, voir J. Steele, *Socialism with a German Face*, Londres, Jonathan Cape, 1977, chap. 3 et 4, et p. 70-1 en particulier.

⁶ G. Prins, éd., *Defended to Death*, Harmondsworth, Penguin, 1983, p. 200. Voir aussi F. Halliday, *Threat from the East*, Harmondsworth, Penguin, 1982.

⁷ I. Deutscher, *Ironies of History*, Berkeley, Ramparts Press, 1971, p. 150-1.

⁸ H. Kissinger, *White House Years*, New York, Widenfeld and Nicolson, 1979, p. 83-4.

⁹ « L'effort soviétique ralentirait », *Le Devoir*, Montréal, 19 septembre 1983 ; « L'effort militaire soviétique diminue », *ibid.*, 31 janvier 1984.

¹⁰ Voir, par exemple, l'interview avec G. Kistiakowsky, ancien conseiller scientifique du président Eisenhower in *Protest and Survive*, G.P. Thompson et D. Smith (eds.), New York, Monthly Review Press, 1981, p. 126-7.

¹¹ G. Kennan, *The Nuclear Delusion*, New York, Pantheon, 1982.

¹² Interview recueilli par le *New York Times*, 2 et 3 janvier 1984, cité dans *Le Monde diplomatique*, février 1984, p. 1.



CAHIERS D'ÉTUDE ET DE RÉFLEXION ÉDITÉS PAR LA COOPÉRATIVE D'ÉDITION DE « LA VIE MUTUALISTE »

Cahiers déjà parus

N° 1 — 1980 : « CHÔMAGE ET SANTÉ »	Épuisé
N° 2 — 1980 : « TRAVAIL ET SANTÉ »	Épuisé
N° 3 — 1981 : « EXERCICE MÉDICAL ET SANTÉ »	40 F
N° 4 — 1981 : « ACTION MUTUALISTE, SANTÉ ET SOCIÉTÉ »	50 F
N° 5 — 1982 : « SANTÉ ET SÉCURITÉ SOCIALE »	50 F
N° SPÉCIAL : « ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA 1982 PRÉVENTION »	50 F
N° 6 — 1982 : « HABITAT, CADRE DE VIE ET SANTÉ »	50 F
N° 7 — 1983 : « LES IMMIGRÉS DANS LEUR CHAMP SOCIAL ET DE SANTÉ »	50 F
N° 8 — 1983 : « LA FATIGUE : VÉCUS, ENJEUX, ANALYSES »	60 F
N° 9 — 1984 : « 100 ANS DE MUTUALITÉ »	60 F

Cahiers en préparation

N°10 — 1984 : « LE JEUNE ENFANT : RISQUES ET PRÉVENTION »
N°11 — 1985 : « LANGAGE, CULTURE ET SANTÉ »
N°12 — 1985 : « LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE »

Pour abonnements et commandes, s'adresser à :

« PRÉVENIR » — C V M
5/7, rue d'Italie — BP 249
13253 MARSEILLE CEDEX 6

Abt 4 numéros : 150 F (tarifs valables jusqu'au N° 7)

Abt 4 numéros : 180 F (tarifs valables à partir du N° 8)